

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21<sup>ème</sup> année - N° 3806 - Mardi 26 Janvier 2021 - Prix : 200 Fc

CORONAVIRUS

## Le chef de l'Etat réinstaure les mesures restrictives



Le président Azali s'adresse à la nation

**F**ace à ce nouveau variant plus virulent du coronavirus qui a fait plus de 70 morts en un mois, le chef de l'Etat se veut vigilant. Le président Azali

Assoumani réinstaure les mesures restrictives : suspension des festivités coutumières et religieuses, fermeture des mosquées, port du masque obligatoire dans les lieux

publics et couvre feu de 20h à 05h du matin. Toutefois, les écoles et l'université restent ouvertes avec un strict contrôle.

LIRE SUITE PAGE 3

*Retrouvé mort dans la nuit du 30 décembre dernier sur la rue de Toping du quartier Sahara, Ahmed Youssouf est enterré dans l'évidence qu'il a été assassiné. La famille de la victime a rencontré la presse samedi 23 janvier dernier, pour dénoncer la passivité de la justice dans ce dossier tout en informant qu'elle va accélérer les démarches judiciaires dès ce lundi pour que justice soit rendue.*

Il y a presque un mois qu'Ahmed Youssouf a été retrouvé mort allongé dans le quartier Moroni-Sahara. Après analyses au centre d'imagerie médicale

## SOCIÉTÉ

## La famille d'Ahmed Youssouf réclame justice

Soimihi, le procureur de la république confirme le caractère criminel. Une révélation qui a permis à la famille de la victime de s'en remettre aux enquêtes judiciaires ouvertes en vue d'identifier le criminel. Cependant lors d'une rencontre avec la presse samedi dernier, les proches de la victime ont fait comprendre que la justice reste un peu passive sur le dossier alors qu'il existe des témoins oculaires.

« L'objectif est de vous dire que la justice a reconnu que notre frère a

été assassiné mais jusqu'alors, nous ne savons rien concernant l'enquête judiciaire lancée. Et pourtant, il y a des témoins que la justice devait auditionner dès le début pour que justice soit rendue. Or, ce n'est pas le cas. On a l'impression que l'affaire s'étouffe judiciairement mais on reste toujours optimiste », lance Djamila Youssouf, une des sœurs du défunt Ahmed Youssouf. Pour Ahmed Abdallah Hodar, la famille va poursuivre toutes les démarches nécessaires pour inciter la justice à

convoquer les personnes qu'il faut. « Dans cette affaire, il y a eu trois arrestations et un des détenus a été relâché dernièrement. Pourtant, le coupable circule librement parmi nous », dit-il.

Quant à Mohamoud Nouhou Mmadi, frère de Soimihi Nouhou inculpé dans ce dossier regrette la façon dont son frère a été arrêté. « Les gendarmes l'ont embarqué sans même nous expliquer ce qui l'incriminait. Et jusqu'alors, il reste emprisonné. Et moi je suis cons-

cient que les personnes qui devaient être enfermées ou auditionnées rodent toujours parmi nous », dit-il. Comme les autres interlocuteurs, il a refusé de dévoiler l'identité du criminel. Mais ce qui est à retenir ce que tous les intervenants ont des indices sur le coupable mais préfèrent se taire pour laisser la justice faire son travail.

Kamal Gamal

## ADMINISTRATION PUBLIQUE

## Deux passations de service en une journée à Mohéli

*Pendant que le tout nouveau patron de l'ONICOR Mohéli Said Mohamed El-Face vient de prendre ses fonctions samedi dernier, Ifthahou Ben Halidi a remis les clefs le même jour à EL-Bachir Soudjay Madi nommé à l'AGID Mohéli.*

Décidément le gouverneur Fazul a su placer tous ses pions dans les administrations de l'île. Et ce, « sans concertation aucun avec le bureau fédéral du parti au pouvoir » apprend-t-on de sources proches du parti CRC.

Le remplacement d'Ifthahou Ben Halidi par EL-Bachir Soudjay Madi à la tête de l'antenne régionale de l'AGID (administration générale des impôts et des domaines) est perçu par certains observateurs politiques comme une suite logique de la chasse aux pro Chabhane



(député), les pro Achiraf (conseiller du président Azali) ou aux membres du parti au pouvoir au profit des proches de Fazul ou pro Bianrif

Tarmidi (ministre). Pourtant, ils se proclament tous de la CRC sauf le ministre Bianrif. « Plus de 8 nominations opérées ces derniers jours

sont presque tous allés dans ce sens » fera remarquer un inconditionnel du pouvoir Azali.

Ce samedi, à l'AGID Mohéli, une passation de service a eu lieu entre Ifthahou Ben Halidi à la tête de cette institution depuis 2016 et EL-Bachir Soudjay Madi, précédemment chef de l'assiette de la même boîte. La passation s'est déroulée dans un climat serein et amical avec un bilan de 4 ans que le sortant a jugé positif tout en sollicitant que le pouvoir central mette d'avantage la main à la poche afin d'améliorer les conditions de travail. EL-Bachir quant à lui, après avoir remercié ceux qui lui ont donné cette confiance a sollicité la collaboration de tout un chacun pour la réussite de sa mission.

Quant à l'ONICOR, Mohamed Ali Hamid à la tête de cet office depuis 2016, dans son discours n'a

pas manqué de mentionner les réalisations qui lui tiennent à cœur. La restructuration du service des ressources humaines, achat d'un ordinateur complet pour chaque service, l'acquisition de 5 véhicules, l'augmentation du chiffre d'affaires passant de 10 à 20 conteneurs par mois et acquisition d'un magasin de stockage d'une capacité de 675 tonnes furent entre autres les réalisations du directeur sortant.

Le nouvel entrant quant à lui, a estimé que son prédécesseur a beaucoup fait et compte sur sa collaboration et celle de tous les agents pour améliorer l'entreprise. Il n'a pas omis de remercier le gouverneur Fazul et le ministre Houmed Msaidié mais aussi tous ceux qui ont contribué pour qu'il soit nommé à ce poste.

Riwad

## COMITÉ NATIONAL OLYMPIQUE DES COMORES

## Elu président du Cosic, Ibrahim Mze compte éradiquer l'esprit clanique

*Le dimanche 24 janvier 2021 marquera un tournant dans la crise que traverse depuis plusieurs mois le mouvement sportif national. Malgré la perturbation qui a secoué le Cosic, un sursaut national a permis de mener à son terme le processus de renouvellement de son bureau. Ibrahim Mze de Cyclisme est élu président du comité national olympique (Cno).*

En présence du ministre des Sports, Ben Ahmed Nouridine, et de Vinakpon Julien Minavao, émissaire de l'Association des Comités nationaux Olympiques d'Afrique (Acnoa), et du Comité International Olympique (Cio), le mouvement olympique national a su surmonter la guerre de succession qui l'a dangereusement secoué. Un sursaut national a pu sensibiliser les principaux acteurs, et assagir les rivaux. Une fois le climat apaisé, le scrutin a débuté dans l'ordre. Le Comité Olympique et Sportif des îles Comores (Cosic) est mis en place sans aucune contestation.

Les observations fusent. Faïka

Mahamoud, élue membre du bureau est contente du déroulement des scrutins : « Tout s'est passé dans l'ordre et la courtoisie, même si la cérémonie d'ouverture a connu une sérieuse bousculade verbale. Le consensus retrouvé est à la base de la réussite de l'élection. Je suis parainée par la Fédération Comorienne de Handisport. Je remercie tout le monde, et je félicite les nouveaux élus, et nous souhaitons une ténacité et une ardeur dans notre travail ».

Vinakpon Minavao, émissaire du Cio et de l'Acnoa, salue l'élan de rapprochement et la sagesse qu'ont fait preuve les acteurs : « Je suis très content. Pour le bien du sport comorien, les fédérations ont eu une bienveillance et une ouverture salvatrices. Le mouvement olympique sort du spectre. Les Comores étaient à deux doigts d'une sanction. Maintenant, les jeunes athlètes vont prendre part aux Jeux Olympiques de Tokyo. Je souhaite que l'avenir du mouvement olympique comorien ne fasse pas l'objet d'un bouleversement et des scrutins troublés [guerre de succession, rivalité de compétence, ndlr]. La sagesse dont les fédéra-

tions ont fait preuve est instructive et constructive. Malgré le brouhaha qui a précédé les élections, tout s'est déroulé dans la transparence. Il n'y a eu aucune contestation ».

Pour rappel, les élections du Cosic connaissent ont connu des accrochages verbales en 2012 à l'Injs, physiques en 2018 à Itsandra. Pour ce week-end, il y a eu plus de frayeur que de mal. Les concurrents se sont maîtrisés. Fundi Issa Miradji, trésorier de la Fédération de Natation se réjouit du terrain d'entente retrouvé collectivement : « Après le tumulte, l'apaisement a pris place. Les élections se sont déroulées dans la transparence. Il n'y a eu aucune contestation. En revanche, l'organisation n'était pas à la hauteur ».

Ben Ahmed Nouridine, ministre de la Jeunesse et des Sports rend hommage à l'apaisement retrouvé, qui a abouti à la mise en place transparente du bureau exécutif du Comité National Olympique (Cno) : « Une immense joie par cet immense succès de cette auguste assemblée, qui a su mettre en place dans de bonnes conditions le Cno. Le



Au centre, Ibrahim Mze élu président COSIC.

processus était long mais, nous sommes arrivés à terme. Je remercie le président Azali pour la politique de l'émergence à l'horizon 2030, qui inclut le sport. Ma 1ère préoccupation, c'est de mettre en place une politique nationale de sport. Et cela se fera avec un Cno en bonne santé. Je dois élaborer aussi une feuille de route pour les fédérations, qui sont appelées à collaborer avec le ministère des Sports ».

Bm Gondet

**Les élus pour administrer le Comité olympique**

Président : Ibrahim Mze  
Vice-présidents (Trois)  
Ngazidja : Kiki Mohamed Daoudou Moili, Zaharia Said Ahmed Ndzouani : Chahalane Ahmed Saïd Ali  
5/ Membres (cinq) : Chamsoudine Bacar, Faïka Mahamoud, Franck Abdillah, Laïth Bacar Kassim, et Zayya Mohamed.

## CORONAVIRUS

## Le chef de l'Etat réinstaura les mesures restrictives

« L'heure est grave », déclare d'emblée le président Azali Assoumani. Après un conseil de ministres élargi, une réunion avec la coordination, l'organisation d'une séance de travail avec les districts élargie aux maires et aux préfets, les oulémas ; le chef de l'Etat réinstaura à nouveau les mesures restrictives prises en mars 2020, dans le but de freiner la propagation de ce nouveau variant Sud Africain (501Y.V2) plus virulente que la première. « L'heure n'est pas à la fête, l'urgence est de sauver des vies, de protéger notre population de faire en sorte que la propagation du virus prenne fin afin que nous puissions retrouver nos capacités sanitaires et reprendre une vie nor-

male », déclare Azali Assoumani.

Désormais, le port de masque et respect strict de la distanciation physique dans tous lieux publics est obligatoire y compris dans les véhicules, les taxis, les magasins et les établissements publics et privés. Un couvre-couvre-feu est imposé sur l'ensemble du territoire de 20 heures à 05 heures du matin ainsi que la fermeture totale de toutes les mosquées et autres lieux de culte et interdiction de tout regroupement religieux ou culturel. Le chef de l'Etat a aussi interdit les cérémonies de mariage et religieuses et la fermeture des marchés à partir de 16 heures, les jours ouvrables et le dimanche, jour de nettoyage et de désinfection et la fermeture des pla-

ges. « Toutefois, les écoles, les collèges, les lycées et l'Université restent pour le moment ouverts mais étroitement surveillés et suivis au quotidien par les scientifiques qui, en collaboration avec les responsables des établissements aviseront des mesures à prendre en cas de nécessité », précise-t-il. Quant aux toilettes et prières mortuaires, en cette période particulière, dans le respect du culte et de la dignité des défunts, le muftorat précisera en long en large les modalités à suivre.

Conscient des difficultés que le pays va encore traverser surtout avec ces mesures, le gouvernement promet un accompagnement. « Le gouvernement fera tout ce qui est en son pouvoir pour accompagner tous

les secteurs socioéconomiques qui seront affectés économiquement et financièrement par ces nouvelles mesures comme il l'a fait lors de la première vague, afin de limiter leurs impacts négatifs sur notre économie et la vie quotidienne de notre population », indique le président de la République.

Le locataire de Beit-Salam a rappelé que des erreurs ont été faites en cette période de la covid-19. « Elles ne doivent pas non plus occulter le travail remarquable que les médecins et personnels de santé font aujourd'hui, pour sauver des vies et protéger notre pays. Et cette deuxième vague s'est propagée rapidement en raison du relâchement des mesures barrières et du

scepticisme ambiant quant à la réalité de cette maladie », précise-t-il, avant d'ajouter que « le gouvernement a relevé durant cette deuxième vague, de nombreux dysfonctionnements dans la gestion du Covid. C'est pourquoi, la coordination de la lutte contre le Covid, d'abord placée au niveau du Ministère de l'Economie, puis transférée au niveau de la santé, sera désormais placée sous l'autorité directe de la Présidence de la République. Toute contravention qui risque de transgresser le respect des mesures barrières, et du protocole du lavage des morts et de l'enterrement, ne sera pas toléré ».

Andjouza Abouheir

## CORONAVIRUS

## Du renfort pour Samba !

Seulement 4 médecins et quelques infirmiers assurent la prise en charge de 150 personnes à Samba, un nombre insuffisant pour ce site qui compte aujourd'hui 25 personnes en soins intensifs. Nombreux sont ceux qui ont fait appel au gouvernement pour un renfort du personnel soignant. Un appel entendu car les autorités sanitaires commencent à s'activer.

La situation à Samba laisse à désirer. Environ 150 patients sont hospitalisés dont 25 en soins intensifs. Le problème est que seulement 4 médecins et quelques infirmiers veillent sur ces personnes. Un nombre trop insuffisant aux yeux de la population pour prendre en charge des malades qui augmentent chaque jour. Dimanche 24 janvier dernier, plusieurs patients dont l'homme d'affaires Omar Mhoussine ont lancé un appel de détresse, s'estimant laissés pour compte sans assistance médicale durant plusieurs heures. Selon les

informations, le personnel soignant est encombré et il est presque évident que 4 médecins ne peuvent pas prendre en charge toutes ces personnes. Bien que l'hôpital soit équipé chaque jour de 15 à 20 bouteilles d'oxygène, les médecins sur place appellent à un renfort d'urgence.

Selon une source autorisée, le gouvernement a contacté certains infirmiers pour renforcer le personnel mais ces derniers demandent l'amélioration des conditions pour travailler en toute sécurité. « Les germes de la nouvelle variante ne sont pas comme ceux de la première vague. C'est-à-dire qu'une infirmière qui vit en famille ne peut pas aller à Samba et retourner chez elle. La sécurité de leurs familles devra être une priorité. C'est pourquoi le gouvernement doit améliorer les conditions de travail mais aussi mettre à notre disposition des hôtels pour pouvoir assurer la sécurité de nos familles », indique-t-elle.

D'après toujours notre interlocuteur, une réunion d'urgence a été



tenu dimanche 24 janvier dernier au ministère de la santé afin d'étudier le problème et renforcer les capacités. Mais pour quand ? Certaines personnes craignent le pire et préfèrent s'auto-médicaliser à domicile au lieu de se rendre à l'hôpital et d'autres se rendre dans les cliniques spécialisées

ce qui complique la situation. Car pour eux, la situation dans ce centre n'est pas encore rassurante. Du vendredi 22 à lundi 25 janvier, 10 personnes ont été emportés par la maladie.

Interrogée, la ministre de la santé assure que les autorités sanitaires

sont conscientes du problème et font tout pour y remédier au plus vite. « Il est vrai que le personnel soignant est insuffisant mais l'équipe qui était dépêchée à Mohéli sera là cette semaine pour prêter main forte aux médecins sur place. J'appelle donc aux patients de comprendre que les médecins sont la pour eux. Ils font le tout pour les soigner et il faut collaborer », avance Loub Yakouti. Pour rappel, depuis l'arrivée de cette 2e vague, environ une soixantaine de soignants est contaminée et tous étaient en première ligne pour assister les malades. A l'heure actuelle, les autorités sanitaires sont à pied d'œuvre afin de renforcer la prise en charge à Samba et identifier un autre site afin de désengorger les lieux.

Andjouza Abouheir

## JUSTICE

## Une chambre nationale des notaires pour réguler la profession

Une chambre nationale des notaires est mise en place au palais de justice de Moroni. Cette dernière va représenter la profession auprès des différents partenaires pour la défense des intérêts du notariat.

Depuis des années, les notaires travaillaient en commission ! Mais samedi dernier, une chambre nationale des notaires a été mise en place pour faciliter leur travail. Pour certains, c'est un événement historique mais aussi une initiative saluée par les notaires. Elle

consiste aussi à régler les différends qui opposent les notaires avec leurs clients et participer à l'organisation des concours et formations des nouveaux notaires.

« La mise en place de la chambre nationale des notaires ne peut que nous être salutaire en ce sens qu'elle vise à concrétiser le positionnement du notariat aux Comores. C'est un événement historique pour le renforcement de l'état de droit en général et l'épanouissement du notariat comorien en particulier », avance Me Djae Soidiki Ahmed, le secrétaire général de la chambre.

A en croire ce dernier, la chambre aura la charge d'accueillir les nouveaux notaires, contrôler les études, veiller au respect de la déontologie et rappeler à la loi les notaires qui ont failli dans l'exercice de leurs fonctions, régler les différends qui opposent les notaires avec leurs clients et participer à l'organisation des concours et aux formations des nouveaux notaires. « Les notaires tirent bien entendu profit de cette mise en place dans la mesure où c'est la chambre qui va représenter la profession auprès des différents partenaires pour la défense des inté-

rêts du notariat », précise-t-il, avant d'ajouter que « la chambre est l'organe habilité à défendre les notaires et la profession auprès des pouvoirs publics ».

Pour rappel, lors de l'assemblée générale électorale du nouveau bureau de la chambre nationale des notaires qui a eu lieu le 13 janvier, Mohamed Tohir a été élu président de la chambre nationale des notaires pour un mandat de 2 ans.

Nassuf Ben Amad

**La Gazette des Comores**  
**Directeur général**  
 Said Omar Allaoui  
**Directeur de la publication**  
 Elhad Said Omar  
**Rédacteur en chef**  
 Mohamed Youssouf  
**Secrétaire de rédaction**  
 Toufé Maecha  
**Rédaction**  
 A. Mmagaza  
 M.I.M Abdou  
 A.O. Yazid  
 Andjouza Abouheir  
 Nassuf Ben Amad  
 Kamal Gamal Abdou  
 Nabil Jaffar  
 Riward  
 Raanti Aboubakar (Stagiaire)  
**Chronique Sportive**  
 B.M. Gondet  
**Mise en page**  
 Abdouchakour Aladi Nourou  
**Responsable commercial**  
 Mariama Mhoma  
**Documentation archiviste**  
 Hadidja Abdou  
**Photographe / Site Web**  
 Mohamed Said Hassane  
**Impression**  
 Graphica Imprimerie  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)  
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



**72<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE DE L'INDE**

**FAITS SAILLANTS DE LA RELATION INDO-COMORIENNE**

**MESSAGE DE L'AMBASSDEUR**



(Abhay Kumar)

Alors que nous célébrons le 72<sup>e</sup> jour de la République de l'Inde, j'adresse mes chaleureuses salutations et mes meilleurs vœux aux membres de la communauté indienne et à nos amis de l'Union des Comores.

L'Inde et l'Union des Comores ont beaucoup progressé dans l'approfondissement des relations bilatérales au cours des dernières années. L'honorable Vice-Président de l'Inde, Shri M. Venkaiah Naidu, a visité l'Union des Comores en 2019. En tant qu'ambassadeur de l'Inde, je me sens privilégié de faire avancer ce partenariat vital.

L'année dernière a été une année difficile tant pour l'Inde que pour l'Union des Comores, mais nous étions solidaires. Je suis fier que l'Inde se soit avérée être un partenaire fiable de l'Union des Comores en tout temps et pendant l'heure de besoin et qu'elle ait pu fournir des médicaments essentiels pour le COVID-19 tout en envoyant une équipe médicale de 14 membres à l'Union des Comores pour aider dans sa lutte contre la Dengue et le COVID-19. Je voudrais réitérer mon admiration pour le Président Azali Assoumani avec son équipe dynamique dans sa lutte contre le COVID-19. Alors que l'Inde se dirige vers la vaccination de masse, nous restons déterminés à apporter tout le soutien possible à l'Union des Comores pour faire face à ce défi sanitaire mondial à l'avenir.

Nous travaillons en étroite collaboration avec le Gouvernement Comorien pour renforcer notre coopération dans plusieurs secteurs. Le support numérique a joué un rôle crucial pour assurer la communication en période de pandémie.

Je voudrais remercier les membres de la Communauté indienne pour leur contribution à l'enrichissement du tissu social, culturel et économique des Comores et pour leur soutien à l'Ambassade de l'Inde. Je crois que la Communauté indienne ici jouera un rôle essentiel en faisant de la vision d'«Aatma Nirbhar Bharat» une réalité.

Nous sommes impatients de porter cette relation mutuellement avantageuse entre les deux voisins de l'Océan indien vers de nouveaux horizons.

Vive l'amitié Inde-Comores.

Jai Hind

- ◆ L'Inde et les Comores entretiennent des relations étroites et amicales et ont des points de vue similaires sur les enjeux régionaux et mondiaux.
- ◆ L'Honorable Président des Comores s'est rendu en Inde en 2018 pour assister au Sommet fondateur de l'ISA (Alliance Solaire Internationale).
- ◆ L'Honorable Vice-président de l'Inde s'est rendu aux Comores en 2019. Cette visite a conduit à la signature des Protocoles d'Accord suivants entre l'Inde et les Comores:
  - Coopération dans le domaine de la Défense
  - Coopération dans le domaine de la Santé et de la Médecine
  - Exemption de visa pour les détenteurs de passeports diplomatiques et officiels
  - Coopération dans le domaine des Arts et de la Culture
  - Protocole sur les consultations du Ministère des Affaires Etrangères
  - Projet de réseau e-VBAB
- ◆ Lors de sa visite, le Vice-président a annoncé (i) un don de médicaments et d'équipements médicaux d'une valeur de 1 million de dollars (ii) un don de 1000 tonnes de riz (iii) un don de bateaux intercepteurs d'une valeur de 2 millions de dollars (iv) des véhicules de transport d'une valeur de 1 million de dollars. Des efforts sont entrepris pour la remise rapide de ces annonces aux Comores.
- ◆ Une ligne de crédit de 20 millions USD pour l'achat de patrouilleurs offshore a également été annoncée lors de la visite
- ◆ Dr. S. Jaishankar, Ministre des Affaires Externes de l'Inde et SEM Mohamed El-Amine Souef, ancien Ministre des Affaires Etrangères des Comores, a eu une conversation téléphonique en avril 2020.
- ◆ L'Inde a toujours été aux côtés des Comores à l'heure du besoin. L'équipe d'assistance médicale de 14 membres s'est rendue aux Comores en Juin 2020 en tant que soutien de l'Inde aux Comores dans la lutte contre la propagation de la dengue et du Covid-19 dans le pays. Un lot de médicaments à titre d'aide humanitaire a également été donné par l'Inde aux Comores pour soutenir leur lutte contre la pandémie de Covid-19.
- ◆ Les Comores ont apporté leur soutien à la candidature de l'Inde à divers forums internationaux comme le siège non permanent du CSNU (2021-2022), la candidature de l'Inde aux élections du CCQAB au 5e Comité à New York; appui à la proposition de l'Inde de devenir observateur au Code de conduite de Djibouti; L'adhésion de l'Inde au Comité intergouvernemental de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'humanité (PCI) et la candidature de l'Inde à la présidence de l'Assemblée Générale de l'ISA pour un autre mandat, pour la période 2020-2022.
- ◆ La période du Covid-19 a vu des réunions de vidéoconférence régulières entre le Ministère des Affaires Etrangères du Gouvernement de l'Union des Comores et l'Ambassade de la République de l'Inde.
- ◆ La centrale électrique de 18 MW est en cours d'achèvement à Moroni dans le cadre de la ligne de crédit de 41,60 millions de dollars appuyée par le Gouvernement de l'Exim Bank, qui a été étendue au Gouvernement Comorien.
- ◆ L'Inde reste la destination privilégiée pour l'enseignement supérieur des étudiants comoriens. Environ 15 bourses sont offertes dans le cadre de l'ITEC (coopération technique et économique indienne) et 9 bourses dans le cadre de l'ICCR (Conseil Indien pour les Relations Culturelles) en 2020-21 pour le premier cycle, le troisième cycle, M.Phil / Ph.D. et les études postdoctorales dans diverses Universités et Instituts en Inde
- ◆ Il y a environ 250 personnes d'origine indienne aux Comores, la majorité d'entre elles étant engagées dans le commerce et les affaires. Le rôle joué par la Communauté indienne dans le développement global des Comores est très apprécié à tous les niveaux.
- ◆ Le commerce bilatéral entre l'Inde et les Comores s'est élevé à 38,53 millions USD pour l'année 2019-2020. L'Inde est l'un des principaux partenaires commerciaux des Comores.
- ◆ Culture: La Journée Internationale du yoga 2020 a été célébrée en ligne à travers diverses sessions en direct sur la page Facebook de la Mission.

